Article mis en ligne le 14 juin 2006 sur sudouest.com

BEARN. Les attaques récentes de troupeaux les renforcent dans leurs convictions : des bergers béarnais continuent à réclamer le retrait des ours introduits. En vain

Les bergers excédés

:Jean-Jacques Nicomette

Pierre Casassus-Lacouzatte, représentant de la Fédération transpyrénéenne des éleveurs de montagne, le répète à l'envi : « C'est les ours ou les bergers. » Comme beaucoup de collègues qui emmènent chaque été leurs brebis paître en estives, à flanc de montagne béarnaise, cet Ossalois affirme que les réintroductions décidées par la ministre de l'Environnement ont signé, à terme, la mort du pastoralisme.

Car, à ses yeux, qui dit ours dit aussi des attaques de troupeaux. Et un métier qui devient impossible à exercer. Une réalité confirmée depuis une semaine après la mort de plusieurs brebis.

Franska accusée. Tout débute mercredi dernier sur les pentes qui dominent la vallée de l'Ouzom, à la limite des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées. Ce jourlà, une brebis et deux agnelles sont retrouvées éventrées au col de l'Izou.

Furieux, des éleveurs se retrouvent sur place et empêchent les gardes de l'Office national de la chasse d'examiner les bêtes mortes. Celles-ci ont été éventrées. Une technique spécifique à l'ours, argumentent les bergers.

Ces jours derniers, les cadavres des brebis éventrées ont été descendus en plaine par les bergers excédés. L'ourse slovène Franska est accusée PHOTO JEAN-LOUIS DUZERT

Ces derniers désignent également un coupable : Franska, l'ourse slovène qui a été lâchée le 28 avril dernier à Bagnères-de-Bigorre, et qui a fini par rejoindre le Béarn. La tension, déjà vive en montagne, ne va pas cesser de monter.

Le lendemain de l'attaque, les cadavres des trois bêtes sont exposés à Nay par les éleveurs devant le cabinet d'un vétérinaire ayant participé aux réintroductions d'ours. Puis une manifestation est organisée vendredi devant la sous-préfecture d'Oloron. Le face-à-face entre les gendarmes et les bergers est musclé.

Samedi, ce sont toutefois des larmes de rage qui succèdent à la colère. Lorsque les éleveurs apprennent que deux autres bêtes ont été attaquées dans le même secteur, à 1 200 mètres d'altitude. Une brebis a été éventrée. Une seconde a eu le dos déchiré.

Au nom de la biodiversité. Réunis en plaine, devant un nouveau cadavre de bête massacrée, les bergers expliquent aux médias la « psychose » qui envahit les estives, les journées passées à courir la montagne parce que l'on a cru voir l'ours ici ou là, le stress permanent que vivent des éleveurs. Tout comme l'impossibilité d'associer pastoralisme et réintroductions. Sauf à condamner les gens à vivre chaque nuit dans l'angoisse d'une attaque de troupeau.

Un discours écouté lors d'une réunion organisée lundi à la préfecture. Mais qui se heurte, leur explique-t-on, aux choix faits par la France en matière de biodiversité.

Dans l'état actuel des choses, il n'est donc pas question pour l'administration de considérer que Franska est un ours à problème, et de la retirer des montagnes. Pas plus qu'il n'est envisagé comme le réclament les intéressés d'informer les bergers en temps réel sur l'endroit où se trouve cet animal. « Car on veut protéger l'ours de toutes sortes de malveillances », explique le préfet.

Décus pour les uns, « fatiqués » pour les autres, les éleveurs sont repartis vers leurs estives. Avec un commentaire fataliste d'un des leurs : « Notre sort n'intéresse personne. Alors, on continuera à descendre les cadavres en plaine. C'est le seul moyen de faire comprendre aux gens ce que l'on vit. »